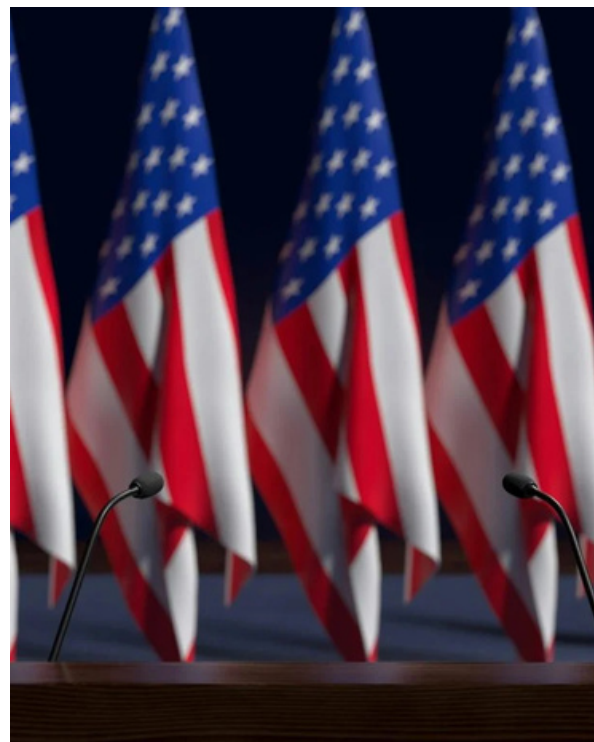


BLOG — POST

L'ennemi américain



Les grandes ruptures géopolitiques mondiales se comptent sur les doigts d'une main. Il y eut le 26 décembre 1991 qui vit la chute et la disparition de l'URSS ; le 11 septembre 2001 lorsque les attentats terroristes contre le World Trade Center sidérèrent le monde ; le 20 mars 2003 lorsque les Etats-Unis attaquèrent et envahirent l'Irak sans mandat de l'ONU ; le 24 février 2022, jour de l'agression armée massive de la Russie contre l'Ukraine. D'autres tragiques événements n'ont cessé également de marquer le monde de leur violence, dont les attentats du Hamas contre Israël en 2023, la énième guerre du Liban, la percée des terroristes islamiques en Afrique de l'Ouest etc., mais ils n'ont pas la même valeur de rupture brutale de l'ordre international.

Ce qui vient de se passer la nuit du 3 janvier 2026 au Venezuela constitue la cinquième fracture, et sans doute la plus importante, depuis la fin de la seconde guerre mondiale : la plus grande démocratie du monde, l'Amérique, qui combattit Hitler et Staline au nom de la liberté, qui inventa l'ONU et le primat du droit sur la force, rejoint le camp des agresseurs, des prédateurs, des autoritaires et des fiers de l'être. Si cette stratégie de « rapt stratégique » devait se reproduire sur le Groenland, ce serait définitivement la fin d'un monde, d'une Alliance atlantique, d'une communauté occidentale, et d'un rêve démocratique planétaire.

I • De ce nouveau séisme stratégique, 10 premières leçons peuvent être tirées

1

Trump est fort avec les faibles et faible avec les forts : l'Europe fait partie des faibles, donc il nous agressera. Il a déjà commencé à le faire sur le commerce, il continuera peut-être, comme il le dit lui-même, sur nos ressources, à commencer par le Groenland. En revanche, il s'était arrangé jusqu'ici pour ménager la Chine et la Russie.

2

L'opération américaine au Venezuela est un blanc-seing pour les autres potentiels agresseurs de la planète : la Chine peut se sentir libérée sur Taïwan et les îles convoitées. La Russie peut se féliciter d'avoir attaqué l'Ukraine, pour défendre « ses propres intérêts » ; elle peut même aller jusqu'à penser que la récupération des pays baltes deviendrait possible. En Afrique, les plus forts vont s'en donner à cœur joie, sans parler d'Israël contre le Liban, la Cisjordanie, la Syrie et surtout l'Iran, qui lui-même peut d'ailleurs se laisser tenter par une fuite en avant contre Israël dès qu'il en aura les moyens. Autrement dit, que le plus fort gagne, sans craindre d'autres représailles que celles d'un éventuel encore plus fort : une immense régression stratégique guette désormais la planète.

3

L'Amérique se donne tous les droits : d'accaparer, d'attaquer, d'exploiter à son profit les pays dont elle pense avoir besoin dans sa zone d'influence. Mais quelle est cette zone ? La doctrine Monroe la restreignait aux deux continents américains. Il semble que la doctrine Trump étende également le contrôle impérial des Etats-Unis à l'ensemble de la zone euro-atlantique : Europe, voire Canada compris. Il s'agit de marquer la propriété américaine exclusive sur les ressources du sous-sol américain et celui des alliés européens : une sorte de colonialisme technologique au sein de l'Otan, libéré de l'occupation toujours risquée du territoire convoité. C'est aussi le retour à la grande tradition de l'expansion territoriale de l'Amérique par la conquête, l'appropriation, l'expulsion ou le rachat.

4

La confusion des valeurs est phénoménale, et il faut s'en méfier. Les monde se sépare en effet en deux clans : ceux qui applaudissent d'abord à la fin d'une dictature, trouvant que la fin justifie les moyens et qui souhaitent même que Trump continue ailleurs, par exemple à Cuba ou en Iran ; et ceux qui condamnent d'abord la méthode – le rejet du droit international et le recours à la force, parce que c'est tout l'édifice de la sécurité internationale qui serait remis en cause si de telle politiques partout prévalaient (la Chine à Taïwan, le Japon sur ses îles, la Russie sur l'Estonie, Israël sur la Cisjordanie etc.). Or ces deux principes, la démocratie et le Droit, ne sont pas des options séparées.

5

C'est le combat en faveur du Droit international qui doit être prioritaire et non la lutte contre les dictatures, parce que le Droit est autant la base de la paix que de la démocratie. C'est d'ailleurs ce droit que nous défendons quand nous défendons l'Ukraine (droit à la souveraineté et à l'intégrité des Etats). Comment continuer à le revendiquer en Europe et le passer sous silence quand il s'agit du Venezuela ? Comment dénoncer l'impérialisme russe qui attaque l'Ukraine sans dénoncer avec la même vigueur l'agression américaine sur un autre pays souverain ?

6

Trump et Poutine, c'est le même combat. Parce qu'ils sont objectivement alliés dans la violation du Droit international, ils devraient être également combattus. Expliquer la retenue de certains dirigeants européens dans la condamnation des Etats-Unis, celle notamment d'Emmanuel Macron, par la nécessité de ménager Trump pour qu'il nous aide dans la défense de l'Ukraine relève de l'aveuglement : c'est comme appeler à la rescousse contre un incendie la famille des pompiers pyromanes.

7

Le moment est sans doute venu pour les Européens de réévaluer la guerre en Ukraine. Ce constat en fera hurler plus d'un. Mais le monde change vite, beaucoup plus vite que le conflit ukrainien et que l'état de la relation atlantique. Tant que la Russie représentait une menace commune pour l'Ukraine et l'UE, la défense de l'Ukraine était à juste titre la priorité de l'Europe car défendre l'une c'était défendre l'autre. Mais quand ce sont les Etats-Unis qui menacent l'Europe, l'équation se modifie : il devient aussi vital de défendre l'Ukraine contre la Russie que de défendre l'Europe contre l'Amérique.

8

Si rien ne se met en place pour contrer cette stratégie de spoliation délibérée, Trump n'hésitera pas à prendre le Groenland (pour ses ressources), voire la Guyane (pour son or et sa base), ou la moitié de l'Ukraine qu'il partagerait avec la Russie. Seuls comptent ses intérêts et sa fortune. Le ménager n'a plus de sens, sauf à jouer à plus cynique que lui : faisons une offre pour l'exploitation par l'UE du Groenland, avant qu'il ne soit trop tard !

9

Qui est capable de résister à ce nouvel impérial-colonialisme de l'Amérique ? Au Sud, deux scénarios sont théoriquement possibles: le premier est celui de la résistance, si le Brésil, l'Inde et la Chine notamment s'inquiètent pour leur sécurité dans un monde sans règles, uniquement dominé par la force américaine, de loin la plus gigantesque, mais aussi la plus imprévisible. Même Poutine pourrait s'inquiéter d'un retournement de veste américaine à son détriment. Inversement, le second scénario serait celui de la collusion des grands fauves, avec un condominium russo-sino-américain sur l'ensemble de la planète, quitte à ce que ces empires finissent par se dévorer l'un l'autre, et tant pis pour l'humanité. Le partage du monde en zones d'influence ressemble en effet à un marché de dupes, avec L'Amérique comme seul gagnant : il est peu probable que Trump renonce à l'Asie et en laisse le contrôle et l'exploitation à la seule puissance chinoise.

10

Et l'Europe ? Que peut-elle faire de son côté ? L'Europe se sent incapable d'affronter Trump, que ce soit sur le plan du commerce, du numérique, ou, encore moins, sur le plan politique et militaire. Elle pense en avoir trop besoin contre la Russie, alors que les Etats-Unis de Donald Trump ne se sentent liés par aucune obligation, morale, politique ou stratégique avec elle. Il serait plus qu'urgent de sortir de ces illusions, de regarder cette Amérique en face, avec son nouvel expansionnisme fascisant, et de rechercher des alliés ailleurs, au Sud sans aucun doute, en Chine même peut-être (pour le maintien au moins des règles de la dissuasion nucléaire), et de s'armer, encore s'armer, toujours s'armer pour se défendre. Avec des armes européennes, une industrie européenne, un courage européen. Sinon, c'est la disparition assurée de cette aventure européenne, pourtant bénie par les Etats-Unis en 1950.

L'Histoire regorge de ressources : en décembre 1967, le Général Ailleret, alors chef d'Etat-major du gouvernement de Gaulle, avait employé le concept de « dissuasion tous azimuts » pour qualifier la doctrine nucléaire française. Le tollé et l'indignation furent à l'époque unanimes chez les alliés. Soixante plus tard, c'est la modernité de cette conception européenne de la défense que nous devrions au contraire mettre en œuvre.